



## Etude sur les Dynamiques et Capacités de Gestion de Conflits à l'ouest de la Côte d'Ivoire (le cas des régions du Guémon et du Cavally)

### Résumé

Dans le cadre de l'Étude sur les dynamiques et capacités de gestion des conflits dans l'ouest avec l'appui du PNUD et du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies, Interpeace<sup>1</sup> a engagé un processus de recherche participative de août à décembre 2012, faisant des habitants de l'ouest les protagonistes dans l'analyse des facteurs contribuant à la violence cyclique et dans l'identification de possibles voies de sorties.

### Approche méthodologique

L'approche choisie pour la mise en œuvre du programme est basée sur la **Recherche Action Participative (RAP)**<sup>2</sup>. Cette méthode part de l'idée que ce sont les sociétés affectées par le conflit violent elles-mêmes qui doivent élaborer, décider et s'approprier les solutions aux défis auxquels elles sont confrontées, afin que celles-ci soient véritablement efficaces et durables. Ce processus contribue également à créer une culture du dialogue et à améliorer les relations parmi des groupes parfois antagonistes, par le biais de rencontres répétées et structurées et d'une analyse conjointe des défis et des solutions à apporter.

Les **objectifs** poursuivis par l'étude étaient de :

- i) *comprendre le diagnostic que fait la population de la violence cyclique dans la région ;*
- ii) *réunir les appréciations des initiatives entreprises par le passé pour adresser la violence ;*
- iii) *identifier des pistes de réflexion pour la recherche de solutions durables ;*
- iv) *offrir aux participants une expérience de rencontre entre différents groupes, d'écoute et de dialogue inclusif, participatif, controversé et approfondi.*

Cette recherche participative a été divisée en **trois phases séquentielles et distinctes nécessaires pour créer un climat de dialogue non seulement apaisé, sécurisé mais aussi neutre et ouvert pour permettre aux participants de se sentir en confiance, prêt à s'asseoir pour dialoguer de manière constructive**. Les consultations ont impliqué directement des représentants des différents secteurs, communautés et groupes qui composent la société ouest-ivoirienne<sup>3</sup>, à savoir des allogènes,

<sup>1</sup> Interpeace a été créée par les Nations Unies en 1994 et est devenue indépendante en 2000. Interpeace opère aujourd'hui dans plus de 16 pays et régions du monde.

<sup>2</sup> La Recherche Action Participative est une approche méthodologique utilisée par Interpeace et ses partenaires qui place le dialogue au centre de recherches participatives visant à mener à un changement positif et conduites par les populations en présence plutôt que par des analystes.

<sup>3</sup> Le nombre de sites visités au cours de l'étude a été limité dans le but de pouvoir y engager les communautés de manière plus assidue et efficace, l'expérience d'Interpeace révélant que la confiance est au cœur de la consolidation de la paix et que cette dernière prend du

allochtones, autochtones, des femmes et des jeunes, les chefs religieux et traditionnels, des acteurs de média de proximité, et aussi des élites, des cadres locaux résidant à Abidjan, des responsables d'ONG et divers acteurs économiques. L'équipe de recherche a consulté **plus de 300 personnes** par le biais de **groupes de réflexion, entretiens individuels et séances de restitution**<sup>4</sup> organisés à l'ouest ainsi qu'à Abidjan et Bingerville.

L'étude a été appuyée par le Comité Technique du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix et ses résultats et recommandations présentées pour validation à son Comité de Pilotage co-présidé par le Ministre d'Etat, du Plan et du Développement et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies.

### Diagnostic des causes de la violence cyclique à l'ouest de la Côte d'Ivoire

Ce rapport est structuré autour des grandes problématiques ressorties du processus de dialogue participatif et inclusif engagé avec les acteurs clés de l'ouest de la Côte d'Ivoire par les représentants de la région regroupés lors du Groupe de Dialogue Régional<sup>5</sup>, à savoir : **le foncier, l'ethnie et son instrumentalisation politique, la faiblesse de l'État et le déclenchement de la crise de 2002 et la crise postélectorale de 2011.**

Fort est de constater que les consultations menées au cours de cette recherche ont très régulièrement été marquées par des interventions, faits, positions et vérités antagonistes exprimées dans un climat relativement tendu et de suspicion, par et entre les représentants des différentes communautés, ainsi qu'avec les cadres et élus locaux. Toutefois, sur la base de la méthodologie de Recherche Action Participative d'Interpeace et de son expérience, ce temps d'écoute et de dialogue ouvert est encouragé et nécessaire pour engager un processus de dialogue basé sur la confiance dans un cadre sécurisé et neutre. Ainsi, à mesure que les cœurs s'ouvrent et s'allègent et que le climat de suspicion et de méfiance s'apaise, les participants ont pu engager un débat constructif sur le diagnostic de la violence à l'ouest du pays.

### En ce qui concerne les dynamiques de conflits identifiées par les parties prenantes consultées

La matrice (présentée en annexe 1 du rapport) récapitule les **dynamiques de conflits** dans les régions du Cavally et du Guémon à l'ouest de la Côte d'Ivoire telles que perçues, vécues et exprimées par les personnes de toutes les couches de la société rencontrées.

La première observation est que le **foncier**, souvent mentionné en tant que cause principale de la violence à l'ouest du pays, **ne constitue pas aux yeux des participants l'unique source de violence, mais plutôt la pointe visible et facilement identifiable de l'iceberg** qui se doit adresser en priorité. Cette dernière consiste en un enchevêtrement complexe de ressentiments socio-économiques, de pratiques et valeurs culturelles, de faits historiques intercommunautaires, mais aussi

---

temps à être restaurée lorsqu'elle a été entamée. Par conséquent, 3 localités ont été ciblées : *Duékoué* (cristallisant les formes les plus endémiques et criminelles de la violence dans l'ouest ivoirien), *Bloléquin* (situé à la frontière libérienne et qui semble introduire dans la violence locale une dimension transfrontalière et la question du maintien psychologique de la violence dans un contexte de migration agricole fort) et *Guiglo* (qui semble à première vue se poser comme une zone à violence moins endémique malgré la présence de tous les facteurs confligènes).

<sup>4</sup> Une fois l'ébauche de rapport présentant le diagnostic aux violences cycliques à l'ouest rédigée, une séance de restitution a été organisée en présence d'une trentaine de représentants de toutes les parties prenantes dans chacune des trois localités concernées par l'étude. Pour finir, un Groupe de Dialogue Régional regroupant des représentants des 3 localités a été organisé à Bingerville.

<sup>5</sup> Un Groupe de Dialogue Régional composé de plus d'une cinquantaine de représentants de tous les acteurs de l'ouest (y compris des cadres et élites de l'ouest vivant à Abidjan) s'est réuni à Bingerville les 12 et 13 décembre 2012 dans l'objectif de valider le diagnostic de la violence cyclique tel que présenté par les personnes consultés au cours des consultations initiales et s'accorder sur les suites possibles à apporter.

intergénérationnels et de manipulation socio-politique. Il suit de ce constat que, pour aborder le problème de la violence à l'ouest, il est nécessaire de considérer ce contexte sous toutes ses facettes et chercher des solutions à plusieurs niveaux. En même temps, il est évident que tous les sujets ne peuvent être abordés simultanément, ce qui amène au défi du choix de sujet à traiter en priorité. Suivant la méthodologie de la recherche participative, il revient aux acteurs les plus affectés par la violence de faire ce choix, raison pour laquelle les représentants des communautés rencontrés ont été invités à identifier les sujets les plus saillants et appropriés à être traités afin de commencer le travail de fonds indispensable au dépassement des causes profondes de la violence et au rétablissement du tissu social.

Par conséquent, les facteurs de division et de conflits sont **organisés selon la portée, l'importance et l'urgence quant à leur dépassement et règlement effectifs et durables mise en évidence par les participants aux consultations**. Cette hiérarchisation a été effectuée au cours de chaque séance de restitution (une dans chaque chef-lieu) et confirmée par vote à bulletin secret lors du Groupe de Dialogue Régional à Bingerville.

### En ce qui concerne les domaines d'appui identifiés par les parties prenantes consultées

Chacun des facteurs de division et de conflits identifiés présentent en leur sein plusieurs points qui nécessiteraient une attention particulière en vue de développer des approches ancrées dans les réalités, attentes et besoins locaux pour aborder les questions soulevées<sup>6</sup>. Ainsi, la matrice met aussi en évidence les **domaines d'appui** dont ont pu faire état les participants pour dépasser les facteurs de divisions et de conflits identifiés. En effet, alors que les participants discutaient le diagnostic de la violence dans leur région, de nombreuses ébauches de solutions ont émergé. Il est important de souligner cependant qu'il ne s'agit ici que de pistes de solution nécessitant un travail plus en profondeur avec les parties prenantes quant à leur contenu exact, condition sine qua non pour une réelle appropriation et donc l'efficacité et la durabilité de ces dernières. En effet, il est bon de reconnaître, et l'expérience d'Interpeace en témoigne bien, que la consolidation de la paix est un processus nécessitant des changements profonds sur le long terme. Parce que la violence et la coercition sont ancrées dans des dynamiques historiques longues qui pénètrent la vie sociale et politique de la région, il est important de garder en mémoire que **les processus visant à dépasser les défis en présence vont prendre du temps et ne peuvent pas être accomplis par le biais de 'solutions rapides ou miracles'**. Aussi, dans un effort de guider et conseiller les différentes initiatives conduites par des acteurs externes intervenant dans la zone, les participants au Groupe de Dialogue Régional<sup>7</sup> ont voté par consensus l'ordre de priorité qui à leurs yeux devraient être pris en considération dans les actions et initiatives visant à dépasser ces facteurs de division et de violence. Une hiérarchisation mise en évidence par la numérotation des domaines d'appui listés ci-dessous.

### L'auto-victimisation et la question foncière au cœur du défi à la paix durable

Les consultations participatives et inclusives conduites ont mis en lumière un point majeur fortement accentué, à savoir **l'auto-victimisation par toutes les parties prenantes de la région**.

*« Ce qui fait que la réconciliation tarde est très simple, chacun estime être victime de la guerre et chacun est campé sur sa position. Donc qui va aller vers son ami pour demander pardon ? »*

Participant de Guiglo,  
Groupe de Dialogue Régional, Bingerville,  
12-13 décembre 2012

<sup>6</sup> Voir les tableaux récapitulatifs à la fin de chaque chapitre.

<sup>7</sup> 12 et 13 décembre 2012 à Bingerville.

Il a été constaté que sur tous les points identifiés comme alimentant la violence, chacun estime être la victime, ce qui constitue le premier élément central de tension et justifierait dans une certaine mesure une riposte violente. Au cours des consultations menées, en présence de situations et localités particulièrement sensibles, le cadre de dialogue sécurisé offert a permis à certains participants d'entreprendre **un premier grand pas vers l'autre** par le simple fait de s'asseoir ensemble, ce qui constitue le début d'un processus potentiel de reconstruction de la confiance. De plus, les séances de restitution organisées à l'ouest, et plus particulièrement celle organisée à Bingerville (Groupe Dialogue Régional) ont permis aux participants de graduellement mettre le doigt sur cet élément crucial qui empêche toutes initiatives visant à résoudre les problèmes fonciers, identitaires, etc. de se concrétiser en des changements réels, positifs et durables que constitue l'auto-victimisation collective. En effet, les communautés en présence rencontrées se sont toutes accordées sur le fait que **le défi majeur à la restauration durable de la paix et de la confiance dans la zone reste la prise de conscience de cette 'auto-victimisation' comme condition de base pour un dialogue constructif orienté vers des solutions et initiatives concrètes pour traiter les problèmes.**

*« Pourquoi ça dure c'est parce que chacun en a gros sur le cœur et chacun estime être plus victime que les autres et chacun veut gagner. Et si chacun veut gagner, qui va perdre, qui va se donner tort ? Qui va demander pardon à son ami à son frère ? Voilà le vrai problème ».*

Participant de Duékoué, Groupe de Dialogue Régional, Bingerville, 12-13 décembre 2012

Aux yeux des représentants de l'ouest consultés, **cette rhétorique victimaire se doit d'être abordée en parallèle à toute initiative** visant à résoudre durablement la question foncière, de l'ethnie et de son instrumentalisation politique, de la faiblesse de l'État ou l'impact des crises de 2002 et postélectorale.

Ainsi, pour tenir compte des demandes et priorités exprimées de manière consensuelle par les parties en présence, il est recommandable d'engager rapidement toutes les couches de la société dans un processus de changement aussi inclusif que possible. **Ce dernier visera non seulement à encourager une culture de dialogue constructif et participatif pour la restauration de la confiance et le dépassement des divisions au sein et entre les communautés, mais aussi à initier une recherche participative de solutions techniques concrètes et durables à la problématique foncière.**

### Recommandations Générales

Tel que mentionné dans le Plan National de Développement 2012-2015 élaboré par le gouvernement de Côte d'Ivoire, « la cohésion sociale, la réconciliation nationale et la normalisation de la vie politique sont des déterminants fondamentaux pour la consolidation d'un climat de paix durable et favorable à la mise en œuvre des options de développement. »<sup>8</sup> La Côte d'Ivoire est bénéficiaire d'un appui de 10,5 millions de dollars US du Fonds de Consolidation de la Paix consacré aux activités de consolidation de la paix dans l'ouest et au sud (Abidjan) de la Côte d'Ivoire sous l'égide des agences du Système des Nations Unies.

Ainsi, au regard des consultations menées au cours de cette recherche, un certain nombre de recommandations peuvent être formulées à l'attention du gouvernement de Côte d'Ivoire et de

---

<sup>8</sup> Plan National de Développement, Tome 1, p.52.

ses partenaires nationaux et internationaux (bailleurs, agences des nations unies, organisations non gouvernementales, agences de développement, secteurs privés, etc.) :

- **Impliquer durablement les communautés** en présence et **engager un travail de déconstruction du sentiment d'auto-victimisation** qui les habite afin d'assurer le succès des actions de rapprochement communautaire, et plus globalement de développement durable.
- Encourager un processus de **dialogue participatif, inclusif et tourné vers l'avenir** facilité dans un cadre neutre et sécurisé afin de déconstruire efficacement et durablement ce sentiment de victimisation et rétablir la confiance entre les communautés.
- Prendre en considération qu'en lien avec les ordres de priorité établis par les communautés au cours de la recherche, **la porte d'entrée du travail de rétablissement de la confiance et de la paix reste la dissipation des sentiments d'inégalité et d'injustice portés par la question foncière.**
- Les pistes d'action suivantes pour la résolution de la question foncière ont été avancées et hiérarchisées par les représentants des communautés consultées :
  - **Sécuriser les droits fonciers** des acteurs individuels et collectifs se partageant la ressource foncière :
    - *En engageant un processus participatif et inclusif en mesure d'encadrer et d'assurer la légitimité et l'appropriation de la loi relative au domaine foncier rural et son application ;*
    - *En initiant un programme véritablement participatif de délimitation des terroirs ;*
    - *En créant, par le dialogue, un consensus autour d'une conception collective de ces terroirs validant la diversité de leurs occupants.*
  - **Atténuer les sentiments d'inégalités et d'injustice** par :
    - *La clarification du statut des forêts classées et de leurs occupants actuels ;*
    - *La création d'opportunités économiques alternatives pour les communautés riveraines.*
  - **Créer des alternatives économiques** pour les couches les plus vulnérables des populations locales :
    - *En développant un plan participatif de développement régional garantissant aux couches de la population les plus défavorisées et les moins à même de s'impliquer dans l'économie de plantation villageoise une alternative en termes d'employabilité ;*
    - *En Redonnant vie aux projets d'Activités Génératrices de Revenu (AGR) conduites par les ONGs internationales et locales en prenant le soin de travailler à leur meilleure pérennisation et réappropriation par les communautés.*
- **Avertir sur les risques pouvant découler de la catégorisation réductrice des acteurs clés** de la violence à l'ouest dans la mesure où leurs rôles, responsabilités et liens restent controversés et nécessitent un travail en profondeur visant à restaurer la confiance.

- **Travailler à re-légitimer les mécanismes locaux/traditionnels de résolution des conflits** tels que les comités de paix, comités de crises, alliances à plaisanteries<sup>9</sup>, etc. et **accompagner les communautés pour une meilleure appropriation de ces outils.**
- Prendre le soin d'**engager systématiquement la population dans la formulation des priorités d'intervention** afin d'assurer une meilleure appropriation et la pérennité des projets.

---

<sup>9</sup> Les alliances à plaisanterie, dites encore « parenté à plaisanterie » sont des pactes de non-agression autorisant certaines communautés à s'injurier ou se moquer les unes des autres, sans que cela ne débouche sur une confrontation physique. Ce pacte, dans l'Afrique traditionnelle, était évoqué lorsque des membres de communautés dites alliées étaient susceptibles d'entrer en conflit, pour calmer les tensions ou régler le différend, ces derniers n'ayant pas le droit sous peine de sanction de « verser le sang » les uns des autres.